



MISSION “REMISE À DISPOSITION DES TERRES” EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

La République Démocratique du Congo (RDC) : brève description

Un pays immense, à l’infrastructure inexistante

Grand comme près de 5 fois la France, couvrant pratiquement la superficie de l’ensemble de l’Europe Occidentale, et peuplée de 68 millions d’habitants, la RDC, dénommée Zaïre de 1971 à 1991, est un pays incontournable de l’Afrique Centrale. Ses richesses minières sont considérables, mais fort mal exploitées le plus souvent, et les richesses qui en proviennent ne profitent qu’à une fraction marginale de la population, qui vit à 70% sous le seuil de pauvreté. Les infrastructures, en matière de transport particulièrement, sont pratiquement inexistantes : peu de routes en état carrossable, quelques voies ferrées héritées de la colonisation belge et restées en l’état depuis 1960, quelques aéroports dignes de ce nom, mais aucune compagnie aérienne locale sérieuse ; se déplacer loin dans ce pays nécessite dès lors de reposer sur le système aérien efficace mis en place par les Nations Unies (près de 70 appareils de tous types, fournis par une grande variété de pays contributeurs). Le Français est la langue officielle du pays, qui compte également 4 langues bantoues nationales (swahili, tchiluba, lingala, kikongo). Le découpage administratif semble obscur (provinces, districts, territoires, collectivités, groupements ?) ; il est en tout état de cause totalement ignoré par la population...

Des conflits récents dramatiques, qui perdurent



La RDC semble avoir été en guerre depuis la nuit des temps. Le dernier conflit « officiel », la deuxième guerre du Congo, a duré de 1998 à juin 2003 ; il a occasionné plus de 4,5 millions de morts, ainsi que plusieurs millions (chiffres invérifiables) de réfugiés et déplacés ; il a vu s’affronter tous les voisins de la RDC sur son sol, réunis dans des alliances aussi improbables que changeantes (Angola, Namibie, Zimbabwe, Tchad, Ouganda, Rwanda et Burundi, sans

compter une trentaine de groupes armés), ce qui lui vaut sous la plume de certains experts le qualificatif de « Première guerre mondiale africaine ». Pour s’être assez longuement stabilisé sur une ligne de combats coupant le pays en deux selon une diagonale Nord-Ouest/Sud-Est, ce conflit a laissé une multitude de restes explosifs de guerre (REG), dont l’inventaire reste largement à établir, sur les frontières du pays et de part et d’autre de cette ligne de démarcation. Il faut noter que des affrontements

sporadiques, toujours très violents et parfois significatifs, perdurent dans les Kivus (Est du pays) par incursions d'éléments incontrôlés en provenance de pays voisins.

Sécurité globale en RDC : la relativité du problème des mines et restes explosifs de guerre

Selon certains experts du pays, la plus grande source d'insécurité armée actuelle est constituée par... les forces de sécurité de RDC ; policiers et militaires sont en effet rarement payés, et vivent en conséquence de larcins et rançons sur le dos des populations locales. Malnutrition, malaria sont endémiques. Par ailleurs, le SIDA fait des ravages dans une population peu encadrée et éduquée médicalement, soumise en quasi-permanence aux abus sexuels de troupes en armes (400 000 femmes ont été violées pendant les 10 dernières années) ; on estime que la RDC connaît quelque 1,1 million de malades du SIDA, dont plus de 4% des femmes du pays, et que 100 000 morts sont déjà à imputer à cette maladie qui ne fait toujours que progresser. Dans ce contexte, et après de premières mesures efficaces, en particulier en matière d'éducation aux risques des mines, qui ont permis de limiter le nombre des victimes de mines et autres restes explosifs de toute nature à moins de 100 par an, il faut admettre que ce risque spécifique puisse ne pas apparaître comme une priorité évidente aux yeux des autorités nationales...

La mission conduite par le Centre International de Déminage Humanitaire de Genève (CIDHG) en février 2010

Du 30 janvier au 14 février 2010, le CIDHG a conduit une mission dans le pays, sur le thème de la remise à disposition des terres, à la demande initiale de DCA (Dan Church Aid). Le centre de coordination des Nations Unies (UNMACC DRC), informé de cette présence, a alors souhaité poursuivre la mission par un séminaire d'une journée, à Kisangani, au bénéfice de tous les opérateurs présents dans le pays. Havard Bach, Guy Rhodes et Jean-Luc Delon représentaient le CIDHG. Il faut noter que, en parallèle, Thomas Bollinger (CIDHG/Information Management Division) installait la version NG de IMSMA à Kinshasa.



Centre du pays : Kalémié et Kabalo : exercices concrets de remise à disposition des terres

Après un très intéressant tour d'horizon général de la situation de l'action contre les mines en RDC, obtenu auprès de l'UNMACC, la délégation s'est rendue dans la province

du Katanga, où opèrent DCA et MSB (Swedish Civil Contingencies Agency). DCA, dont le quartier général dans la région est installé à Kalémié sur les bords du lac Tanganika, met en œuvre 3 équipes de déminage manuel, 2 équipes EOD mobiles et 6 équipes d'enquête et d'éducation aux risques des mines, alors que MSB apporte son concours à DCA avec une capacité cynophile (7 chiens) et mécanique. Durant 5 jours, les experts du CIDHG ont opéré à partir de Kabalo, au centre de la province, dans une région où de sévères combats se sont déroulés autour des années 2000. Sur la base des informations de terrain recueillies auprès des populations locales (villages de Ndea, Kabumba, Mitombo et Kenani) lors d'exercices concrets d'enquête non technique, les meilleures pratiques dans le domaine ont été patiemment mises en évidence par les membres du CIDHG, au bénéfice des agents de DCA et MSB. Un problème ancien d'accréditation des équipes cynophiles de MSB a également été réglé très rapidement par Havard Bach, en liaison avec l'UNMACC. L'ensemble de ce travail, réalisé pas à pas en étroite collaboration avec les équipes DCA/MSB qui furent ainsi ré-entraînées de façon très précise, a produit des cartes détaillées des différents endroits étudiés, et a permis de jeter les bases d'un projet de concept pour les enquêtes non techniques et techniques au bénéfice de ces 2 opérateurs.

Nord du pays : Kisangani : séminaire pour tous les acteurs présents dans le pays

Les différents opérateurs présents en RDC avaient été rassemblés à Kisangani par UNMACC, pour un séminaire d'une journée : DCA, MSB, HI, MAG, MECHEM, TDI. Les travaux précédemment effectués avec DCA et MSB ont tout naturellement été mis à profit, au travers de présentations réalisées conjointement par le CIDHG et DCA/MSB, pour faire profiter l'ensemble des participants des conclusions et méthodes d'enquête.



Ainsi, un projet de procédures standardisées de remise à disposition des terres a pu être acté, ainsi qu'un projet de standards nationaux dans le même domaine ; devant l'accueil très favorable réservé par tous les participants à ces documents, il ne fait pas de doute que l'UNMACC les utilisera très prochainement. Il faut convenir du besoin crucial et urgent en RDC pour ce type de documents ; en effet, la situation au regard des risques mines/REG est encore très peu précisément identifiée, et UNMACC souhaiterait disposer d'une vision acceptable avant la fin 2011 (échéance liée au respect par la RDC de ses obligations au regard de l'article 5 de la Convention d'Ottawa). Tous les efforts des opérateurs devraient donc être essentiellement concentrés sur cette problématique dans les prochains mois. Par ailleurs, au cours des présentations

et débats consacrés à Kisangani au thème de la remise à disposition des terres, de nombreux autres conseils ont pu être fournis par les experts du CIDHG quant aux meilleures pratiques dans l'utilisation des équipes cynophiles, des moyens mécaniques, d'une meilleure organisation logistique, du traitement des problèmes liés à une végétation locale particulièrement abondante. Enfin, la présence de tous à Kisangani fut également mise à profit pour visiter un chantier de déminage manuel mis en œuvre par Handicap International autour de l'aéroport, et prodiguer en cette occasion de nombreux conseils pour obtenir un meilleur niveau d'information de la part de la population locale.

Quelques impressions finales et conclusions

Un problème récurrent : opérateurs anglo-saxons en pays francophone

Compte tenu de la quasi-absence d'opérateur francophone de taille suffisante dans le domaine de l'action contre les mines, les organisations présentes en RDC sont, à la seule exception de HI (dont les moyens d'action sont du reste très limités), d'origine anglo-saxonne (pays nordiques, Grande-Bretagne). Comme par ailleurs les experts francophones de l'action contre les mines n'ont jamais été rassemblés de façon structurée, ces opérateurs anglo-saxons connaissent de sérieuses difficultés pour recruter des experts francophones disposant d'un niveau d'anglais acceptable. Sur le terrain, les populations locales ne pratiquant que le français (approximativement) et les langues bantoues, les équipes d'enquête sont constituées de recrutés locaux, dont le niveau d'anglais est souvent très faible. Il en résulte une perte de l'information entre ces équipes, qui font dans l'ensemble un travail remarquable, et les équipes techniques, majoritairement composées d'experts anglophones, qui doivent intervenir sur la base des informations fournies par les premières.

La relation délicate entre la coordination internationale et les autorités nationales

Le gouvernement de RDC a ratifié la Convention d'Ottawa en 2002, déléguant alors largement ses attributions dans le domaine de l'action contre les mines aux Nations Unies. Un Point Focal National (PFN) d'action contre les mines fut ensuite institué par décret en mars 2008, sous l'autorité du Ministre en charge des affaires intérieures, sans toutefois être doté concrètement de moyens d'action significatifs, mais provoquant une révision de la délégation donnée à l'UNMACC. Il n'est pas surprenant, dans ce contexte, que de légères divergences d'appréciation existent entre PFN et UNMACC. Le bon sens semble cependant prévaloir dans la plupart des cas, le coordinateur national convenant qu'il ne peut actuellement se passer des services fournis par UNMACC.

Point Focal National : des ambitions nouvelles ?

La situation devrait néanmoins évoluer dans les prochaines années, le PFN se montrant assez habile (le coordinateur national est un personnage astucieux, dont les appuis

politiques semblent solides) et obtenant de premiers résultats prometteurs ; ainsi, le gouvernement congolais vient-il de débloquer des crédits nationaux (à hauteur de 2,5 millions de dollars) en faveur de l'action contre les mines. Un projet de mise sur pied de groupes de déminage nationaux, armés par des militaires et policiers, existe également. A terme donc, il sera probablement indispensable de réviser les équilibres de responsabilités entre PFN et UNMACC, ce qui constitue sans doute une bonne nouvelle pour la RDC.

